Montreuil, le 19/10/2026

CONDITIONS DE TRAVAIL, ORGANISATION DU TRAVAIL

Une urgence sociale face à la destruction des missions de la DGFiP et une organisation du travail institutionnellement pathogène !

Depuis la création de la DGFIP en 2008, les réformes s'enchaînent avec leur lot de suppressions annuelles d'emplois, de restructurations et réorganisations permanentes, de numérisation accélérée, d'intensification du travail.

Le résultat est une administration à bout de souffle et des agent·es en souffrance, un service public sacrifié sur l'autel du dogme libéral et des économies budgétaires.

Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes

- **32 596** suppressions d'emplois temps pleins depuis 2008. Le projet de loi de finances 2027 prévoit encore 176 suppressions supplémentaires. Précisons que les suppressions sont systématiquement minorées par les transferts entrant d'emplois liés à de nouvelles missions (dont la charge de travail est sous-estimée) ou des changements de statuts.
- **24%** d'augmentation des situations de souffrance déclarées entre 2011 et 2018.
- **31%** de hausse des violences au travail sur la même période.
- **9 suicides et 13 tentatives de suicides** en 2024, 19 suicides et 26 tentatives de suicides d'agent·es DGFiP en 2025 et 6 suicides et 26 tentatives de suicides en 2026. Le plan d'action de lutte 2025 contre les actes suicidaires et l'amélioration des conditions de travail de l'administration a été dénoncé à l'unanimité par les organisations syndicales de la DGFIP, car ne portant pas sur les causes et renvoyant les agent·es à leur situation individuelle.
- **Une gestion à retardement et désastreuse** des vagues successives de canicules et de la transition climatique dans son ensemble.

C'est le travail, son organisation, ses fondements essentiels qui sont malades :

- Un accueil physique et téléphonique saturé avec des effectifs divisés par deux ou trois.
- Des flux de travail explosifs : courrier, courriels, dossiers à traiter dans des délais toujours plus courts.
- Le morcellement et industrialisation du travail et activités imposées.
- Une évolution toxique de la déontologie imposée aux encadrants
- Une surcharge mentale due aux délais, aux objectifs irréalistes, au « tout numérique » : multiplicité des applications, bugs, dysfonctionnements, formations insuffisantes et maintenant l'IA qui doit remplacer les collègues.
- Un télétravail sans cadre ni droit réel à la déconnexion : le travail envahit les soirées, les week-ends, les vacances.

Selon la médecine du travail et divers cabinets spécialisés, plus de 53 % des personnels ont été exposés à des risques psychosociaux au cours de l'année 2025.

Les résultats catastrophiques de l'Observatoire interne 2026 le confirment :

33 % des répondants se disent fatigués et 32 % se dissent désabusés (contre 18 % pour toute la la fonction publique d'État). C'est le résultat direct d'une dégradation continue des conditions de travail, de sa qualité, des injonctions contradictoires et des restructurations permanentes.

34 % jugent le stress lié au travail important et 31 % ont une quantité de stress lié au travail de 6,1 sur une échelle de 0 à 10. Certains services ont déjà atteint le seuil critique de 7% (stress chronique et épuisement) sans action spécifique de la DG.

58 % des agents considèrent que la direction n'évolue pas dans le bon sens, dont 35 % disent que le rythme du changement au sein de sa direction est trop rapide

44 % disent que leur charge de travail est trop lourde (complexe et source de pression temporelle)

50 % disent que la charge de travail est mal ??? répartie ?

34 % disent que le fonctionnement n'est pas efficace

25 à 26 % pensent que l'ambiance de travail, l'équilibre vie professionnelle vie privée et les conditions matérielles de travail ne sont pas bons

47 % trouvent que leur motivation diminue

44 % ne se sentent pas reconnus dans leur travail

60 % ne sont pas satisfaits de leurs conditions d'avancement et de promotion

76 % n'ont pas confiance en leur avenir au sein des MEF

Les congés non pris ont augmenté de 20% depuis 2015 (CET équivalent à 7 000 emplois en ETP)

260 ETP d'heures supplémentaires ne sont récupérées

Le mal-être ne se mesure pas qu'en chiffres : il se vit chaque jour dans les services.

Un constat partagé par nombre de parlementaires que nous avons rencontrés aux cours des auditions, missions et commissions parlementaires relatives à la DGFiP, qui estiment que le gouvernement s'est lancé dans une destruction systémique de la DGFIP et de ses missions.

C'est pourquoi la CGT Finances publiques exige :

1. Emplois et effectifs : en finir avec la saignée

- Arrêt immédiat des suppressions d'emplois.
- Plan pluriannuel de recrutements à hauteur des besoins réels.
- Création d'emplois partout où c'est nécessaire pour préserver la qualité du service public.

2. Temps de travail et santé : la priorité absolue

- Passage aux 32 heures sans perte de salaire avec des embauches équivalentes.
- Renforcement des services de santé au travail pour avoir enfin des médecins du travail sur tous les territoires.
- Reconnaissance effective des maladies professionnelles et des accidents du travail liés au stress et aux risques psycho-sociaux.
- Droit réel à la déconnexion : interdiction des courriels et appels en dehors des heures de travail, protection du temps de repos et des temps de pause.
- Respect des congés : fin de la pression pour ne pas prendre ses vacances, récupération effective des heures supplémentaires.

3. Salaires et reconnaissance : la dignité au travail

- Rattrapage immédiat des pertes de pouvoir d'achat avec un gel du point d'indice levé (+10%) et indexé sur l'inflation.
- Intégration des primes dans le salaire de base pour une rémunération lisible et équitable.
- Revalorisation des grilles indiciaires pour restaurer l'ascenseur social et la progression de carrière.

4. Organisation et management : un autre modèle est possible

- Suspension puis abandon des réformes imposées depuis 20 ans (fusions, réorganisations, numérisation forcée).
- Retour à des CHSCT de plein exercice indépendants de l'employeur, avec des pouvoirs réels d'enquête et de décision.
- Arrêt de la logique de densification des surfaces et des organisations du travail tel « le sans bureau » à visée purement budgétaire.
- Fin de la dictature des objectifs quantitatifs comme mode de gestion et d'évaluation.

Reconnaissance des compétences et de la technicité des agentes et agents : formation continue, évolution des carrières, autonomie retrouvée.

5. Service public : remettre l'usager au centre

- Rétablissement des services d'accueil physique partout où ils ont été supprimés.
- Renforcement des moyens et fin de la sous-traitance pour garantir la qualité du service rendu.

Ne restez pas seul.e face à la souffrance.

Si vous vivez des situations de mal-être, de stress, de souffrance au travail :

- Parlez-en à vos représentants CGT.
- Contactez les médecins du travail et utilisez le circuit de signalement.
- Faites-vous accompagner par les représentant·es CGT de votre direction.

Votre santé n'est pas négociable et votre travail a du sens : celui du service public, de l'intérêt général, de la justice fiscale et sociale.

Ensemble nous sommes plus forts, rejoignez et VOTEZ CGT

Je vote CGT du 3 au 10 dec. 2026 aux élections professionnelles de la fonction publique